



CHAPITRE 68

Loi modifiant de nouveau la Loi de l'instruction publique et modifiant la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires.

[Sanctionnée le 23 décembre 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

S.R., c.
235, a.
156, mod.

1. L'article 156 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) est modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant :

Votant
aveugle.

« Le votant qui a attesté par serment son incapacité de voter sans aide pour cause de cécité et qui est accompagné d'un parent ou d'un ami peut demander que ce parent ou cet ami soit autorisé, au lieu du scrutateur, à lui tenir compagnie dans l'un des isolements du bureau et à marquer son bulletin. Si ce parent ou cet ami prête serment, suivant la formule 28, le scrutateur doit se rendre à cette demande. »

S.R., c.
235, a.
202b,
mod.

2. L'article 202b de ladite loi, édicté par l'article 42 du chapitre 67 des lois de 1971, est modifié en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, les mots « et aux employés visés aux deux premiers alinéas de l'article 204 ».

Id., a.
480, mod.

3. L'article 480 de ladite loi, remplacé par l'article 78 du chapitre 67 des lois de 1971, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant :

CHAPTER 68

An Act to again amend the Education Act and to amend the Act respecting the regrouping and management of school boards

[Assented to 23rd December 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 156 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235) is amended by inserting after the first paragraph the following:

R.S., c.
235, s.
156, am.

“Any voter who has attested on oath that he is unable to vote without assistance by reason of blindness, and who is accompanied by a relative or friend, may request that such relative or friend be authorized to accompany him into one of the polling-booths and to mark his ballot instead of the deputy returning-officer. If such relative or friend takes the oath as in Form 28, the deputy returning-officer shall grant such request.”

Blind
voter.

2. Section 202b of the said act, enacted by section 42 of chapter 67 of the statutes of 1971, is amended by striking out the words “and to the employees contemplated in the first two paragraphs of section 204” in the fourth, fifth and sixth lines of the first paragraph.

R.S., c.
235, s.
202b, am.

3. Section 480 of the said act, replaced by section 78 of chapter 67 of the statutes of 1971, is amended by adding the following paragraph:

Id., s.
480, am.

Réduction
de com-
missaires.

« Toutefois, le ministre peut, à la demande de toutes les commissions scolaires d'une commission régionale, réduire, mais pas à moins de cinq, le nombre de commissaires de chaque commission scolaire pouvant devenir commissaires du Conseil des commissaires de la commission régionale. »

"However, the Minister may, at the request of all the school boards which are members of a regional board, reduce, but not to less than five, the number of commissioners of each school board who may become commissioners of the Council of Commissioners of the regional board."

Reduce
number of
commis-
sioners.

S.R., c.
235, aa.
480a,
480b, aj.

4. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 480, les suivants:

4. The said act is amended by inserting after section 480 the following:

R.S., c.
235, ss.
480a,
480b, ad.

Délai
d'entrée
en vigueur
de déci-
sion.

« 480a. La décision du ministre, dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 480, entre en vigueur à l'expiration des trente jours de l'avis qu'en donne le ministre dans la *Gazette officielle du Québec*. Avant l'expiration de ce délai, chaque commission scolaire nomme par résolution les commissaires devant faire partie du Conseil des commissaires de la commission régionale. Lorsqu'un membre de Conseil des commissaires cesse d'occuper sa fonction en cours d'exercice pour l'une des causes prévues à l'article 184, la commission scolaire qui l'avait nommé procède à son remplacement.

"480a. The decision of the Minister, in the case contemplated in the second paragraph of section 480, shall come into force upon the expiry of thirty days from the notice of it given by the Minister in the *Québec Official Gazette*. Before the expiry of such delay, each school board shall appoint by resolution the commissioners who must be members of the Council of Commissioners of the regional board. When a member of such Council of Commissioners ceases to hold office during a term for one of the causes provided for in section 184, the school board that had appointed him shall replace him.

Delay for
coming
into force.

Effet de la
décision.

« 480b. La décision prise par le ministre suivant le deuxième alinéa de l'article 480 a effet pour la période non écoulée de l'année scolaire alors en cours et pour les deux années scolaires subséquentes. Par la suite, le nombre fixé par le ministre demeure le même à moins que toutes les commissions scolaires membres de la commission régionale ne demandent au ministre une révision de la décision prise suivant le deuxième alinéa de l'article 480. La décision du ministre sur une telle demande entre en vigueur à l'expiration des trente jours de l'avis qu'il en donne dans la *Gazette officielle du Québec*. »

"480b. The decision made by the Minister in accordance with the second paragraph of section 480 shall have effect for the unelapsed period of the then current school year and for the two subsequent school years. Thereafter, the number fixed by the Minister shall remain the same unless all the school boards which are members of the regional board request the Minister to revise the decision made in accordance with the second paragraph of section 480. The decision of the Minister on such request shall come into force upon the expiry of thirty days from the notice of it which he gives in the *Québec Official Gazette*."

Effect of
decision.

1971, c.
67, a. 100,
mod.

5. L'article 100 de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, chapitre 67) est modifié:

5. Section 100 of the Act respecting the regrouping and management of school boards (1971, chapter 67) is amended:

1971, c.
67, s. 100,
am.

a) en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mot et chiffre « 15 septembre » par les mot et chiffre « 15 octobre »;

(a) by replacing the words and figure "15th of September" in the fourth line of the first paragraph by the words and figure "15th of October";

b) en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, le mot « ou » par ce qui suit: « , modifier le nom et le nombre des commissions scolaires nouvelles, indiquer certaines corporations de syndics comme membres d'une commission régionale ou »;

c) en insérant, après le premier alinéa, le suivant:

Pouvoirs
du lt.-g.
en c.

« Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en outre exercer à l'égard du territoire des commissions scolaires nouvelles les pouvoirs prévus au cinquième alinéa de l'article 46 de la Loi de l'instruction publique. »

1971, c.
67, a. 102,
mod.

6. L'article 102 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants:

Fusion de
territoire
de com-
missions.

« Nonobstant les articles 1, 3 et 126 de la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande de chaque conseil provisoire, de chaque commission scolaire existante et de la commission régionale en cause, donner effet à l'article 495b de la Loi de l'instruction publique édicté par l'article 86 de la présente loi et à ces fins, fusionner, le cas échéant, le territoire des commissions scolaires nouvelles membres de cette commission régionale. La décision du lieutenant-gouverneur en conseil a, pour les fins des élections scolaires, effet à compter du 1^{er} juin 1972 et pour toutes autres fins, à compter du 2 juillet 1972.

Applica-
tion de aa.
108, 109.

Les articles 108 et 109 de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la nouvelle commission scolaire ou à celle qui subsiste par application, suivant l'alinéa précédent, de l'article 495b de la Loi de l'instruction publique. Une telle commission scolaire est en outre considérée comme une commission scolaire nouvelle pour les fins de l'application de la présente loi. Si plusieurs conseils provisoires sont concernés par l'application de cet article 495b, ils doivent exercer conjointement les pouvoirs et devoirs qui leur sont dévolus par la présente loi.

Valida-
tion de
régimes de
retraite.

7. Les régimes de retraite, y compris les prestations au cas d'invalidité ou de décès, consentis par une commission scolaire ou une commission régionale au sens de la Loi de l'instruction publique, ou

(b) by replacing the word "or" in the sixth line of the first paragraph by the following: ", change the name and number of the new school boards, indicate certain corporations of trustees as members of a regional board or";

(c) by inserting after the first paragraph the following:

"The Lieutenant-Governor in Council may also exercise with respect to the territory of the new school boards the powers provided in the fifth paragraph of section 46 of the Education Act." Powers of Lt.-G. in C.

6. Section 102 of the said act is amended by adding at the end the following paragraphs: 1971, c. 67, s. 102, am.

"Notwithstanding sections 1, 3 and 126 of this act, the Lieutenant-Governor in Council, at the request of each provisional council, each existing school board and the regional board involved may give effect to section 495b of the Education Act, enacted by section 86 of this act and for such purposes, should the case arise, unite the territories of the new school boards which are members of such regional board. The decision of the Lieutenant-Governor in Council shall for the purposes of school elections, have effect from the 1st of June 1972 and for all other purposes, from the 2nd of July 1972. Union of territories.

Sections 108 and 109 of this act shall apply, *mutatis mutandis*, to the new school board or to that which subsists by the application, in accordance with the preceding paragraph, of section 495b of the Education Act. Such school board shall also be considered a new school board for the purposes of the application of this act. If several provisional councils are concerned by the application of such section 495b, they must exercise jointly the powers and duties which devolve to them by this act. Application of ss. 108, 109.

7. Retirement plans, including benefits in case of disability or death, authorized by a school board or a regional board within the meaning of the Education Act or by any other school corporation Retirement plan, etc., validated.

par toute autre corporation scolaire régie par une charte spéciale en faveur de ses employés réguliers non enseignants, qui n'auraient pas été légalement approuvés, en tout ou en partie conformément à la loi générale ou spéciale alors applicable sont validés avec effet à compter de la date effective de leur mise en vigueur par la résolution qui les a approuvés ou modifiés, sous réserve de leur approbation par le ministre de l'éducation et de leur enregistrement par la Régie des rentes du Québec, aux conditions déterminées par le ministre et par la Régie, nonobstant toutes les dispositions de la loi ou de la charte inconciliables avec les dispositions du présent article.

governed by a special charter, for its regular non-teaching employees, which have not been lawfully approved, in whole or in part, in accordance with the general law or special act then applicable, are validated with effect from the effective date of their enforcement by the resolution which approved or amended them, subject to their approval by the Minister of Education and their registration by the Québec Pension Board, upon the conditions determined by the Minister and the Board, notwithstanding any provisions of the law or of the charter inconsistent with those of this section.

Effet. **8.** Les articles 2 et 5 ont effet depuis le 10 juillet 1971.

8. Sections 2 and 5 shall have effect ^{Effect.} from the 10th of July 1971.

Idem. **9.** Les articles 1, 3 et 4 ont effet aux fins de l'année scolaire 1972/1973 et des années scolaires subséquentes.

9. Sections 1, 3 and 4 shall have effect ^{Idem.} for the purposes of the 1972/1973 school year and the subsequent school years.

Entrée en vigueur. **10.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on ^{Coming into force.} the day of its sanction.